

CHAIRE de recherche du Canada
en mondialisation, citoyenneté
et démocratie

UQÀM

DOCUMENT DE TRAVAIL DE LA CHAIRE MCD

—

Par Frédéric Guillaume DUFOUR

Le 14 mars 2007

*Les idées exprimées dans ce document n'engagent que l'auteur.
Elles ne traduisent en aucune manière une position officielle de la Chaire de recherche du
Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie.*

**Chaire de Recherche du Canada
en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie**

Université du Québec à Montréal
C.P. 8888, succursale Centre-ville
Montréal, Québec
CANADA H3C 3P8



DUF-14032007

Sociologie historique internationale du nationalisme¹

Note de recherche. Ne pas citer sans la permission de l'auteur.

F. Guillaume Dufour

La sociologie du nationalisme et les relations internationales.

Au-delà du néo-évolutionnisme.

Les relations sociales de propriété et le développement inégal et combiné.

Relations sociales de propriété et communautés politiques.

Note sur la diffusion de la forme nationale.

Conclusion.

¹ Je tiens à remercier Benno Teschke, Samuel Knafo, Thierry Lapointe et Andreas Bieler pour leurs commentaires sur une version antérieure de ce texte. J'ai également bénéficié de nombreux échanges avec Georges C. Comninel, Justin Rosenberg, Rogers Brubaker, Jonathan Martineau et Clemens Hoffman lors de la rédaction de différentes parties de ce texte. Enfin, je tiens à remercier les fonds CRSH, dont j'ai bénéficié d'une bourse postdoctorale qui a permis de financer cette recherche ainsi que la Chaire MCD où j'effectue présentement un stage postdoctoral.

Concepts like 'nation', 'society', and 'culture' name bits and threaten to turn names into things. Only by understanding these names as bundles of relationships, and by placing them back into the field from which they were abstracted, can we hope to avoid misleading inferences and increase our share of understanding.
(Wolf 1997: 3)

Les théories des relations internationales ont souvent sous-estimé le défi que représente la restitution de l'historicité du nationalisme moderne. Symétriquement, au-delà d'un réalisme primaire, les théories du nationalisme se sont peu intéressées aux processus inter-« nationaux » comme dimension constitutive de leur problématique. En somme, l'analyse du tissu organique entre les relations sociales, les grammaires géopolitiques et le nationalisme est sous-problématisée en sciences sociales.

Le champ des relations internationales (RI) s'est confiné à l'étude des États ou des États-nations, laissant dans la marge l'étude du nationalisme. Certains ont souligné le caractère nouveau de l'état-nation ou de l'état-national (Gilpin 1981; Carr 1945; Morgenthau 1973; Mayall 1990; Spruyt 1994; Tilly 1992 ; Hall 1999). Moins nombreux sont ceux qui ont tenté de capturer les conditions sociales de possibilité du nationalisme. Les études comparées se sont concentrées sur les processus endogènes favorisant l'émergence du nationalisme ; ce faisant, elles tendent à sous-estimer ce que Benno Teschke qualifie de « rôle constitutif de l'international dans le développement historique » (Teschke 2005: 4). Malgré une littérature prolifique sur les dimensions socio-historiques du nationalisme depuis les années 1980, les relations entre l'émergence du capitalisme, du nationalisme et de la géopolitique moderne restent obscures. Dans le contexte d'une renaissance de la sociologie historique de l'international (Buzan et Little 1996; Hobden 1998; Hobden et Hobson 2002), l'analyse de ces relations est importante pour comprendre la genèse sociale et internationale des communautés imaginées que sont les nations.

Des recherches parallèles en théorie des RI et en sociologie du nationalisme fournissent un nouveau terrain pour aborder cette problématique. Pendant que des développements en sociologie du nationalisme questionnaient l'utilisation du concept de nation comme catégorie d'analyse (Brubaker 1996, 2002; Brubaker et al, 2004), des développements en relations internationales ébranlaient la conception réaliste de la souveraineté moderne et des Traités de

Westphalie et d'Utrecht au sein de la géopolitique moderne (Krasner 1993; Bartelson 1995 ; Hall 1999 ; Ross Fowler et Bunck 1995; Osiander 2001), notamment en questionnant la relation entre la souveraineté moderne et les relations sociales capitalistes (Rosenberg 1994, 1996; Teschke 2002, 2003, 2006). Pris dans leur ensemble, ces études permettent d'explorer les liens entre les relations sociales de propriété, le nationalisme et la géopolitique moderne. Inscrivant mon propos au sein de ces développements, je soutiens que les tentatives de comprendre le sens historique du nationalisme, en faisant abstraction du processus historique de développement inégal des relations sociales de propriété capitaliste (en Angleterre) et absolutiste (en France), échoue à saisir l'origine sociale et la métamorphose constante du nationalisme dans le monde moderne². Je défends cet argument en trois temps. (1) Je questionne le portrait du nationalisme dans les théories des relations internationales. (2) Je présente un aperçu de la théorie des relations sociales de propriété et les raisons pour lesquelles elle offre une alternative aux théories traditionnelles du nationalisme. (3) Puis, je reconstruis les conditions sociales d'émergence du nationalisme comme pratique sociale héritée des relations sociales, absolutiste en France et capitaliste en Angleterre, et médiatisées par un processus de développement inégal et combiné. Enfin, j'esquisse cette dynamique dans le cadre de la consolidation Bismarckienne.

La sociologie du nationalisme et les relations internationales

Les débats entre les théories primordialistes et modernistes du nationalisme et entre les théories constructivistes et essentialistes de la nation ont mené à un scepticisme croissant au sein des théories du nationalisme (Anderson 1991; Breuilly 1994; Gellner 1983; Greenfeld 1993 ; Hall (ed) 1998; Hobsbawm 1999; Hobsbawm et Ranger 1992; Hroch 1985 ; Nairn 1997; Dufour 2001; Geertz 1973; Hall 1997; Murray (ed) 1997). Un déferlement d'analyses empiriques et d'arguments théoriques ont mené à la conclusion que pour l'étude du nationalisme « la difficulté résidait dans le concept de nation lui-même » (Mayall 1990: 2). Avec la fin de la Guerre Froide, la résurgence d'émeutes raciales aux États-Unis, l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, le génocide au Rwanda, la formation de blocs régionaux et le spectre de l'anglobalisation, les investisseurs politiques et académiques dans la notion d'« identité » ont obtenu un étonnant retour sur investissement (Brubaker et Cooper 2000).

² Une partie de la littérature sur le nationalisme en philosophie politique me semble reproduire ce problème.

En plus de mettre en relief les groupes dont la spécificité était noyée dans la « nation », la littérature poststructuraliste et féministe a souligné l'effort pharaonique assidûment mobilisé afin de produire et de reproduire une image cohérente de la nation à travers les politiques publiques concernant : la natalité, la citoyenneté, les recensements, le sport public, l'accès au travail et à la fonction publique, et la politique étrangère.

Dans le contexte de cet examen du concept de nation, le sociologue Rogers Brubaker élaborera une stratégie influencée par la sociologie de Pierre Bourdieu. Au moyen d'une analyse des entrepreneurs politiques dans des contextes relationnels, il proposa une distinction simple, mais aux importantes conséquences théoriques. Il suggéra que des termes comme « la nation », « la race » ou l'« ethnique » ne devraient pas être considérés comme des catégories d'analyse, mais comme des catégories pratiques s'inscrivant au sein d'une langue politique (Brubaker et Cooper 2000: 4; Bourdieu 1980). En d'autres mots, les chercheurs auraient trop pris pour acquis que ces catégories étaient « analytiques » (correspondaient à des groupes clairement identifiés et délimités *dans le monde*). Longtemps, la littérature savante participa à la création d'un biais favorisant la réification de pratiques et de catégories « nationalistes ». Elle légitima une *langue politique et savante nationaliste*. Or, une sociologie réflexive du nationalisme et des relations internationales demande que le chercheur se penche sur ce prisme plutôt que de regarder à travers (Brubaker 2002: 166; 1996: 1-22; 2000: 5-6).

Or, ce n'est pas seulement en sociologie du nationalisme, mais dans l'ensemble des sciences sociales qu'un biais s'est formé au 19^{ème} siècle afin de faire de la nation la principale forme de subjectivité politique (et de catégorie analytique) à travers laquelle devaient se lire les contradictions du monde moderne. Lacher rappelle que « les sciences sociales modernes ... étaient fortement imbriquées dans les luttes sociales liées à l'organisation de l'espace et des communautés politiques prenant place durant les 19^e et 20^e siècles, naturalisant ainsi l'état-nation et délégitimant les alternatives sociales » (Lacher 2005: 523).³ Ce biais était en gestation dans la géopolitique allemande du 19^e siècle et il survécut jusqu'à aujourd'hui dans le champ des RI (Teschke 2006b: 327).

³ Pour une analyse du traitement historiographique de la paysannerie qui tend à reproduire ce biais romantique, voir aussi (Roshwald 2006: 73). Sur la réification des frontières étatiques en sciences sociales voir aussi (Lustick 1993 : 4).

Aussi problématique soit-elle, cependant, on ne saurait faire l'économie de la catégorie *pratique* de « nation » afin de saisir le clash des subjectivités politiques qui se fracassèrent dans l'arène « nationale » et internationale afin d'imposer une vision hégémonique des narratifs constituant ces communautés imaginées. Il faut retracer la genèse de ces *pratiques nationalistes* parmi des pratiques sociales concurrentes surclassées par celles-ci (l'internationalisme libéral et socialiste, le discours sur la civilisation occidentale, le panarabisme, le panafricanisme, etc.). Comme le souligne Geary, le fait que ces nations « soient en quelque sorte imaginées » ne les rend pas « imaginaires » ou « insignifiantes » (Geary 2002: 16). D'où le besoin de se pencher sur la sociologie historique des pratiques nationalistes modernes. Il ne s'agit pas ici d'effectuer un travail d'antiquaire et de retracer l'émergence des désignateurs *nation*, *volk*, *natio* ou *people*; ni de dresser un herbier idéaltype des différentes formes de nationalisme. Il s'agit plutôt de comprendre la spécificité des processus sociaux qui ont rendu possible l'émergence des pratiques sociales nationalistes et de saisir les relations sociales de propriété qui ont constitué, et constituent encore, la matrice génératrice du nationalisme à l'ère moderne.

Au-delà du néo-évolutionnisme

Dans le champ des RI, plusieurs interprétations récentes du succès de l'État-nation ou de l'État-national ont adopté un cadre d'interprétation néo-évolutionniste. Elles constatent le succès de l'État-nation ou de l'État-national et décrivent son développement comme le résultat d'un processus téléologique de sélection naturelle. Robert Gilpin, par exemple, soutient que: « La transformation de l'environnement économique et militaire mit en branle une lutte darwinienne entre entrepreneurs politiques au sein de laquelle seulement les plus forts allaient survivre; les survivants allaient éventuellement créer les États-nations de l'Europe de l'Ouest » (1981: 119; voir aussi 116, 121), et encore: « Au quatorzième siècle, l'invention de la poudre à canon et de l'artillerie produit une résurgence des capacités offensives qui ouvrit une nouvelle ère de consolidation territoriale et introduisit une nouvelle forme politique : l'État-nation » (1981: 62). Ailleurs, il précise: « L'État-nation triompha sur d'autres formes d'organisations politiques parce qu'il surmonta la crise fiscale du féodalisme » (1981: 123). Le sociologue Charles Tilly (1992), pour sa part, a développé un modèle influent du succès de l'état-national qui situe son avantage décisif dans la réalisation d'un équilibre optimal entre accumulateurs de capital et accumulateurs de moyens de

coercition (voir aussi Spruyt 1994). Ces modèles se sont intéressés davantage au développement de l'État-national, qu'à celui du nationalisme.

Le réaliste, Hans Morgenthau, et l'avocat contemporain de l'École Anglaise, John Mayall, ont souligné l'importance de la Révolution française et des Guerres napoléoniennes dans l'émergence du nationalisme. « Avec les Guerres Napoléoniennes », commente Morgenthau, « commença une période de politiques étrangères et de guerres nationales ; c'est-à-dire, l'identification de la grande masse des citoyens d'une nation avec le pouvoir national et les politiques nationales, remplaçant l'identification aux intérêts dynastiques » (1973: 106). Mayall, quant à lui, retrace les conditions de diffusion du nationalisme durant le vingtième siècle (1990). Il souligne que le nationalisme joua un rôle fondamental dans la transformation de la société internationale durant le vingtième siècle : « sous la forme de la doctrine de l'auto-détermination et de l'anticolonialisme, le nationalisme a créé de nouveaux États et poussé les frontières des sociétés internationales horizontalement vers l'extérieur, elles correspondent maintenant au globe » (Mayall 1990: 3). Mayall, comme Morgenthau, s'est moins intéressé à l'émergence du nationalisme qu'à sa diffusion (Mayall 1990: 1).

Le constructiviste Rodney Bruce Hall associe différentes formes de souveraineté à différentes formes d'identité domestique. Il compare différents systèmes internationaux en fonction de leur identité individuelle et collective, de leur mode de légitimation de l'autorité politique, de leur forme d'action collective et du régime régulant les autorités. Chaque système correspond à un régime constitutif de souveraineté : la souveraineté dynastique sous le système de Augsbourg (1555), la souveraineté territoriale sous le système de Westphalie (1648), la souveraineté nationale sous le système des États-nations (19^{ème} siècle). Bien que Hall attribue une autonomie à l'identité collective en forgeant le système international, un moment néo-évolutionniste surgit dans son explication alors qu'il soutient, contre Morgenthau, que la légitimité populaire assura une plus grande stabilité. Contre les critiques du concept de système de Westphalie, Hall soutient que les violations du système de règles constitutives de « Westphalie » n'invalident pas le fait qu'un système de règles était en place. On peut alors se demander combien de violations du système sont nécessaires afin que celui-ci soit disqualifié comme cadre interprétatif. Une alternative serait de montrer qu'un autre modèle a une meilleure portée explicative. C'est précisément une telle alternative que

Teschke proposa avec une théorie permettant de faire l'économie du concept d'identité collective et de son embarrassant potentiel réifiant. Il identifie le contexte et les conséquences historiques des traités de Westphalie en analysant ceux-ci dans le contexte de la politique dynastique européenne consacrant la suprématie de la France et de la Suède sur le continent. Il souligne qu'un ensemble de pratiques féodales, dynastiques et absolutistes survécurent aux traités en question. Son explication substitue à la notion de système, qui implique l'homogénéité des unités à l'intérieur du système, une analyse différenciée soulignant le caractère distinct, inégal et combiné des séquences sociohistoriques en Europe. Plutôt que de se rabattre sur une position structuraliste qui postule une succession de systèmes, Teschke problématise les périodes de transitions au sein d'un ordre géopolitique caractérisé par la combinaison de régimes sociaux d'appropriation distincts. De plus, il mesure l'impact de la transition de l'Angleterre au capitalisme sur les stratégies de reproduction des acteurs continentaux.

Ces modèles ont jeté les bases d'une réflexion sur la sociologie historique du nationalisme, mais ils laissent certaines questions sans réponse. Par exemple : qu'est-il advenu des relations sociales d'appropriation qui prévenaient la formation de communautés nationales horizontales depuis des millénaires ? Pourquoi les ecclésiastiques et la noblesse, qui bénéficiaient depuis des siècles d'une représentation inégale des trois ordres de l'imaginaire féodal, liquidèrent-ils les assises de leur pouvoir social en épousant une conception des relations amis-ennemis qui dépréciait la source de leur pouvoir social ? Gilpin et Tilly soulignent avec raison que surmonter la crise fiscale du féodalisme a été central pour le succès de l'État-national. Mais comment peut-on expliquer le succès phénoménal de l'Angleterre dans ce processus ? Même les auteurs soulignant l'importance de la transition de relations dynastiques à des relations nationalistes omettent de problématiser la transformation du pouvoir social impliquée par cette transition. Et, comment le développement des premiers États nationalistes affecta-t-il organiquement celui des autres mouvements nationalistes ? Dans ce qui suit, je soutiendrai qu'il faut aller au-delà de la recherche d'un nouvel équilibre entre accumulateurs de capital et accumulateurs de moyens de coercition et au-delà des explications d'ordre technologiques (la révolution industrielle, le capitalisme de l'imprimé, les nouvelles technologies militaires). Il faut ouvrir la boîte noire de l'État, déconstruire le concept d'identité collective et saisir les conséquences internationales de deux

transformations sociales indissociables : l'émergence de relations sociales capitalistes en Angleterre et la crise de l'État absolutiste français.

Les relations sociales de propriété et le développement inégal et combiné

Une sociologie historique du nationalisme fait face à des défis que l'on peut reconstruire en retournant à la problématique de Ernest Gellner (1964, 1983, 1997) et en la réexaminant au moyen de la théorie des relations sociales de propriété. Anthony Smith souligne que Gellner forgea ce qui fut longtemps « la seule théorie dans le champ » (Smith 2001: 62). Sa théorisation de la transition des sociétés agraires aux sociétés industrielles a joué un tel rôle dans les théories du nationalisme que ses antinomies doivent être examinées.

Gellner rejeta le marxisme et l'analyse relationnelle des classes sociales (Smith 2001: 65; Anderson 1992: 205; O'Leary 1998: 51). Paradoxalement, il conserva une variante de matérialisme associée aux versions les moins subtiles du marxisme. Dans *Nations and Nationalism*, sa théorisation des relations entre les modes de subsistances et les formes culturelles était limpide : le mode de subsistance détermine la culture. Ceci n'excluait pas la possibilité d'une variation entre les modes de subsistances et les manifestations culturelles, mais l'opposition générale entre sociétés agraires et sociétés industrielles capturait l'essentiel. Le nationalisme n'est pas un processus culturel compatible avec les sociétés agraires. Dans celles-ci, « la fonction principale (de la culture) est de renforcer, de souligner et de rendre visible et autoritaire, le système de statut social hiérarchique de l'ordre social » (1997: 20). L'éducation publique *devait mener* au nationalisme (Gellner 1983: 39). Le nationalisme émerge de l'homogénéisation culturelle rendue possible par le développement de l'éducation publique, à son tour un « pré-requis fonctionnel » à l'industrialisation (1983: 34-35). La division du travail des sociétés industrielles requiert un système d'éducation hautement standardisé. Celui-ci engendre un groupe d'opérateurs de symboles partageant une sémantique commune. Diffusée à travers l'éducation publique, cette sémantique engendre une culture commune transcendant le fossé entre les travailleurs, l'administration publique et l'industrie. En somme, l'industrialisation crée de l'homogénéité; alors que l'agriculture ne le fait pas. Le nationalisme n'est pas une réaction romantique au processus de modernisation, ni imposé par en haut, il est inhérent aux sociétés industrielles. Son émergence était « préparée » par « le processus de centralisation bureaucratique amorcée par les despotes

éclairés du 18ème siècle » et elle fournit un principe de légitimation au monde industriel (1997: 23, 25). Gellner s'intéressa au développement inégal du nationalisme mais, contrairement à Nairn, il n'en fit pas un principe constitutif de sa théorie. Nairn fit du développement inégal et combiné de l'international le processus central de sa théorie du nationalisme. La limite de sa théorie cependant fut soulignée par Breuilly qui rappela que si le nationalisme ne s'explique que par une réaction de différents groupes devant l'essor des premiers États capitalistes, l'Angleterre en tête, alors il nous manque une explication de l'émergence du nationalisme dans ces premiers États (Breuilly 1994).

La théorie de Gellner a ouvert un champ de réflexion; elle avait également des limites. (i.) Elle n'explique pas ce qui est arrivé aux relations sociales qui ont prévenu la formation de cultures horizontales homogènes durant des millénaires. (ii.) Elle met l'accent, sans le théoriser, sur le processus de transition des sociétés agraires aux sociétés industrielles ou capitalistes. (iii.) Elle ne théorise pas le rôle des agents ou des luttes sociales dans ce processus. (iv.) En somme, elle offre une fresque où apparaissent les grandes oppositions, mais où la dynamique plus fine des pratiques nationalistes n'apparaît pas (Smith 2001: 67). Ce sont à ces lacunes que doit s'attaquer une sociologie historique alternative du nationalisme.

Afin de résoudre l'énigme du nationalisme moderne, il faut débusquer l'origine des dynamiques de fermetures sociales (Weber 1978: 341-348) et la variation des représentations des groupes sociaux sur la longue durée. La théorie des relations sociales de propriété offre des pistes de réflexion pour revoir cette problématique. Son axiomatique, associée aux travaux de l'historien Robert Brenner sur la transition du féodalisme au capitalisme (1991; 1995), fut reprise et développée à la fois empiriquement et théoriquement par Ellen M. Wood, George C. Comninel, Benno Teschke, Hannes Lacher et Colin Mooers.

Brenner propose une méthode de comparaison synchronique et diachronique des relations sociales de propriété lors de la transition du féodalisme au capitalisme. Dans son travail sur l'origine du capitalisme agraire en Europe pré-industrielle, il étudie le rôle des relations sociales de propriété dans l'émergence de différentes règles et stratégies de reproduction sociale et de différentes trajectoires socio-historiques. Contre les modèles posant comme *a*

priori un *telos* développemental inhérent à la linéarité des modes de production, Brenner démontre empiriquement que les relations sociales de propriété n'évoluent pas plus linéairement qu'en fonction d'un déterminisme technologique. Si chaque régime de propriété est caractérisé par des contradictions sociales, se traduisant en règles de reproduction, l'analyse de la résolution de celles-ci doit procéder empiriquement. Finalement, contre les modèles qui proposent une analyse multi-causale des phénomènes sociaux, cette théorie propose de comprendre les trajectoires historiques à partir de la grammaire générative des régimes de propriété, et des stratégies poursuivies par les agents historiques. Les militaires et les ecclésiastiques, par exemple, sont loin d'être des acteurs négligeables de l'histoire ici. Cependant, le type de stratégie qu'ils poursuivent ne peut pas être abstrait de la dynamique propre à un régime de propriété inscrit dans un contexte historique particulier.

La théorie des relations sociales de propriété est associée à une série de positions théoriques révisionnistes en sociologie historique. Elle critique le modèle commercial de la transition au capitalisme associé aux travaux d'Immanuel Wallerstein (Brenner 1977; Comninel 2000b: 472; Teschke 2003: 129-150, 2005: 10; Wood 2002). Contre ce modèle, qui conçoit l'émergence du capitalisme comme celle d'un vaste réseau commercial dont le centre extirpe politiquement les surplus de la périphérie (voir Wallerstein 1994; Arrighi 1994; Braudel 1979; Blaut 1993), elle situe la spécificité historique du capitalisme dans la conséquence non-intentionnelle de la transformation des relations sociales en milieu agraire en Angleterre. Le concept de capital ne désigne pas ici un synonyme de monnaie ou de bien, mais une *relation sociale* de propriété. Cette relation est la première à faire du marché non pas un lieu d'échange occasionnel, mais un nouvel impératif à travers lequel passe la reproduction sociale (Wood 2002). Le capitalisme, quant à lui, n'est pas synonyme de commerce, clarifie Teschke, c'est :

a social relation between persons in which all 'factors of production', including labour-power, have become commoditised and where production of goods for exchange has become market-dependent and market-regulated. On this basis, capitalism does not mean simply production for the market, but competitive reproduction in the market based on a social-property regime in which property-less direct producers are forced to sell their labour-power to property-owners. This separation of direct producers from their means of reproduction and their subjection to the capital relation entails the compulsion of reproduction in the market by selling labour-power in return for wages. This social system is uniquely dynamic, driven by competition, exploitation and accumulation (2005: 11).

Cette transformation des relations sociales d'appropriation amena, pour la première fois dans l'histoire, des règles et des stratégies de reproduction qui forcèrent les agents à adopter une rationalité économique *self-interested* qui allait transformer le processus de production et déboucher sur la révolution industrielle (ce qui ne fut pas le cas des empires Espagnol et Portugais ou des cités-états italiennes).

En relations internationales, les contributions inspirées de Wood et Brenner partagent une axiomatique commune. Elles critiquent la réification transhistorique de la séparation de l'économique et du politique qui fait bifurquer a priori (sans l'historiciser) l'ontologie des relations internationales et de l'économie politique internationale (Rosenberg 2005: 23). Dans un deuxième temps, elles questionnent les interprétations américaines de la signification historique des traités de Westphalie et d'Utrecht, ainsi que la conception de la souveraineté qui leur est associée. Elles reconstruisent le contexte politique de ces traités en montrant que ceux-ci n'essoufflent pas les stratégies pré-modernes d'accumulation politique et qu'ils ne débouchent pas sur des stratégies anonymes et impersonnelles de balance des pouvoirs. Par conséquent, ce programme de recherche soutient que la théorie a-historique de la balance des pouvoirs doit être abandonnée au profit d'une théorie mieux à même de cerner la spécificité de l'inter-national dans le développement historique: la théorie du développement inégal et combiné (Rosenberg 1996, 2005, 2006; Teschke 2003, 2005). La conception unitaire de l'État souverain comme unité d'analyse centrale des relations internationales est abandonnée au profit d'une conception historique des unités constitutives de l'ordre géopolitique (Rosenberg 1996: 8).

Jusqu'ici cependant l'énigme du nationalisme moderne n'a été abordé qu'indirectement par les avocats de la théorie des relations sociales de propriété. Dans un argument visant à aller au-delà de l'opposition entre modernistes et primordialistes, Ellen M. Wood (1991: 25-38) soutient que les nationalismes ne résultent pas de la modernité *sui generis*, ni d'institutions pré-modernes, mais plutôt de contradictions sociales sans cesse renouvelées entre des classes et des institutions qui entrèrent dans une période de crise de reproduction sociale pendant la période de l'État absolutiste. Au lieu d'arrimer la problématique de l'émergence du nationalisme *en général* à l'opposition entre *modernité* et *tradition* ou entre société industrielle et société agraire, Wood débute par une analyse des contradictions sociales et des

formes de crise auxquelles elles mènent. Cette alternative théorique prend pour point de départ une histoire comparée de la formation des États, plutôt que d'adopter la vision holiste d'une modernité comme unité organique qui occulte les disparités de trajectoires développementales en Europe (voir Bendix 1978).

Dans la section suivante, je m'inspirerai de cette interprétation pour défendre deux arguments. (i) Les représentations sociales de différentes formes de fermetures sociales, dont la nation, sont constitutives de, et constituées par, des formes historiquement spécifiques de relations sociales de propriété. La théorie des relations sociales de propriété fournit une perspective en vue de reconstruire l'axe de variation des grammaires d'exclusion, mais elle doit être complétée par une théorie de l'international qui situe les interactions entre les différentes unités politiques. (ii.) La théorie du développement inégal et combiné fournit un cadre d'interprétation pour appréhender les processus contradictoires d'internationalisation des grammaires nationalistes.

Relations sociales de propriété et émergence des communautés politiques modernes

Gellner a souligné que les relations de solidarité pré-industrielles entre les membres de la classe dominante n'impliquaient pas que: « l'homogénéité culturelle était le lien politique, ou que la maîtrise d'une haute culture était la pré-condition de la citoyenneté politique, économique ou sociale » (1997: 29). On ne peut pas capturer la diversité des manifestations subjectives d'appartenance à un groupe dans les sociétés pré-capitalistes par un seul idéaltype, cependant certaines choses peuvent être observées. Les princes et les nobles étaient intégrés dans des chaînes et des représentations de solidarité basées sur le sang, la famille et le lignage (Febvre 1996: 101). Ces catégories sociales étaient incorporées au sein de stratégies d'accumulation géopolitique basées sur le vassalage, les mariages dynastiques et l'expansion territoriale (Teschke 2006a: 536). L'institution du *lordship*, en fusionnant les moyens de domination économique et politique au sein de chaînes hiérarchiques, où la souveraineté était parcellisée, prévenait la pétrification d'une dichotomie rigide entre l'intérieur et l'extérieur. Contrairement aux formes de gouvernance nationaliste, la gouvernance médiévale évoluait selon les lignes kaléidoscopiques des stratégies d'accumulation politique qui n'empêchaient pas une région d'être gouvernée par un dynaste

« étranger », qui ne parlait pas la langue locale (Anderson 1991: 20-21; Mann 1999: 33). Les Habsbourg espagnols et autrichiens, par exemple, avaient une tradition de mariages dynastiques donnant lieu à des stratégies et des conflits géopolitiques ayant leur propre matrice (Bogdan 2005).

Les relations sociales d'appropriation des époques féodales et seigneuriales subordonnaient la paysannerie, dont le destin était de travailler et de vivre de façon servile et humble, à une classe seigneuriale composée d'un bras séculier et d'un bras ecclésiastique (Le Goff 1982: 202; Comninel 2000a). Dans le contexte de la compétition symbolique entre les deux composantes de la classe dominante, les ecclésiastiques avaient un avantage important sur les nobles : ils manipulaient à la fois le latin et les langues vernaculaires. Le latin, ciment de la communauté ecclésiastique, leur conférait un puissant capital symbolique reflétant la nature sacrée de ces intermédiaires entre la plèbe et les Écritures (Anderson 1991: 14). Dans *Les trois ordres ou l'imaginaire du féodalisme*, Duby caractérise l'imaginaire féodal comme évoluant autour de l'idée d'une consistance et d'une homogénéité entre le monde céleste et le monde terrestre. Dans cette cosmologie, l'harmonie sociale était synonyme de la division des ordres au sein du monde terrestre. Le clergé (*oratores*) et les nobles (*bellicores*), dont les relations étaient loin d'être harmonieuses, reproduisaient tous les deux leur pouvoir social en extirpant les surplus de la production des communautés paysannes par un ensemble de taxes. Le féodalisme impliquait à la fois le principe de triplicité – une hiérarchie entre les *oratores*, *bellatores* et *populi* – et le principe de ternarité – la croyance dans la réciprocité des liens au sein de la hiérarchie (Duby 1996: 516-518). Ceci ne prévenait pas plus les mutineries et les révoltes paysannes que le banditisme social à grande échelle. Par contre, à l'exception de quelques mouvements révolutionnaires, les révoltes paysannes exigeaient l'allègement des redevances féodales et plus d'indépendance pour les communautés paysannes; en somme, une participation plus égale à un ordre social inégal. Ces demandes étaient souvent exprimées via une représentation nostalgique de la communauté chrétienne primitive en réaction à la corruption de l'église officielle.

Les tentatives officielles de l'église pour pacifier la chrétienté se frappaient souvent à une grammaire géopolitique organisée autour des stratégies d'accumulation politique (Teschke 2003: 59-60). Même avant la Réforme, l'ecclésiastique chrétienne ne pouvait empêcher les Croisés

de massacrer d'autres chrétiens. Suite à la Réforme Grégorienne, les Croisades, l'Inquisition, les Conciles de Latran et les Conciles de l'Église, contribuèrent à la formation d'un régime Catholique Romain de politique intérieure et extérieure. Selon le régime normatif des Conciles de Latran, la chrétienté avait des ennemis communs: les musulmans, les hérétiques, les lépreux, les sorcières et les Juifs (Moore 2000). Le pouvoir disciplinaire de l'Église était observé avec différents niveaux d'enthousiasme et d'opportunisme selon les régions et les avantages qu'il conférait aux stratégies géopolitiques des acteurs féodaux. Le cas de l'Inquisition espagnole de 1478-1480, par exemple, révèle que la volonté d'adopter les règles disciplinaires formulées par les Conciles de l'Église et la papauté interférait avec les règles de reproduction des classes seigneuriales de la péninsule ibérique. À certaines occasions, le régime disciplinaire de l'Église ne prévint pas des alliances avec les Maures ou les musulmans contre un voisin chrétien. Durant la guerre de reconquête, les royaumes de Castille et d'Aragon considéraient comme plus urgent de régler leur différend dynastique avec le Portugal et la Navarre que d'infliger une défaite décisive au Califat de Grenade (Edwards 2005).⁴ Inversement, la division culturelle et religieuse du monde colorait les relations sociales de propriété. Plusieurs législations féodales, par exemple, interdisaient l'accès à la propriété terrienne aux juifs.

Les groupes partageant un lignage, ou les membres d'une guilde, avaient un sentiment de solidarité, voire de similitude, contre un occupant étranger ou une personne de « sang » étranger. Chez les classes dominantes, cela pouvait se traduire en un code de distinction linguistique en rupture avec la paysannerie, le français pour l'aristocratie russe, le latin pour le clergé. Cependant, cette solidarité était dirigée contre un compétiteur qui mettait en péril la distribution géopolitique de la propriété agraire, l'accès monopolistique à des routes commerciales, les régulations coutumières ou, pour reprendre la formule de E.P. Thompson, l'économie morale. Cette solidarité n'était pas dirigée contre un membre d'une autre nation qui violait l'intégrité d'une nation souveraine. L'exclusion résultant du lignage ou de la fermeture sociale pratiquée par les guildes pouvait être renforcée par le langage ou la religion sans être nationaliste (Bartlett 1993: 236-242; Fredrickson 2002: 24; Geary 2002: 19-21). D'où la nécessité de distinguer le nationalisme moderne des relations amis-ennemis qui

⁴ Le Califat de Cordoba connut son développement le plus important alors qu'il était vassal d'un Roi Chrétien.

caractérisaient les formations d'alliances autour des classes dominantes dans le contexte des luttes dynastiques. Ces dernières restaient incorporées aux conceptions hiérarchiques de la *polis* et à une forme parcellisée de souveraineté.

Les communautés imaginées précapitalistes partageaient donc une caractéristique commune. L'idée que les représentations de différents ordres forment une chaîne de solidarité horizontale, entre des individus égaux composés du même bagage national, leur était étrangère. L'institutionnalisation d'un statut inégal était intégrée au sein d'une conception organique du cosmos, ancrée dans les principes de réciprocité et de redistribution, venant légitimer les contradictions sociales entre les classes sociales (Duby 1996: 515-540). Au mieux, les membres des différents ordres étaient égaux en tant que créatures de Dieu, mais inégaux en tant que créatures sociales. Il fallut deux transformations sociales majeures pour que ces dynamiques s'effondrent : la transition au capitalisme en Angleterre et la crise de l'État absolutiste en France. La projection internationale d'éléments spécifiques à ces deux contextes dissémina le nationalisme à l'international.

Suite à la crise du 16^{ème} siècle, la spécificité des transformations des relations de propriété anglaises (la transition au capitalisme agraire) a coupé l'herbe sous le pied du développement d'un absolutisme stuartien et favorisé le développement d'un premier État capitaliste (Brenner 2003; Comninel 2000a). Parmi les avantages comparatifs de ce régime de propriété figurait son système financier : les propriétaires fonciers prélevaient une taxe sur leur propre personne (Mooers 1991: 156-162 ; Teschke 2003: 253-262). Ces transformations et l'abstraction d'une sphère publique des conditions privées de la reproduction sociale favorisèrent l'émergence d'une communauté imaginée horizontale de propriétaires mâles et adultes. Bien que ce processus pris une forme différente du Jacobinisme en France, l'aristocratie foncière capitaliste donna une forme *nationale* à ses intérêts sociaux.

Si en France les notions de *souveraineté* et de *nation* étaient contestées par des forces sociales litigieuses, en Angleterre la classe des propriétaires fonciers formait la nation souveraine au Parlement (Wood 1985, 1991). Plus que n'importe où ailleurs sur le continent,

la classe des propriétaires fonciers s'est identifiée à l'État et à la forme socialement abstraite de la nation, en développant dans cette foulée un intérêt commun dans l'Empire.⁵ Suite à la Révolution de 1688, l'État pré-industriel anglais possédait d'ores et déjà une base sociale soutenant une politique étrangère *nationale* impériale. L'Acte d'Union de 1707 donna naissance à la Grande-Bretagne et créa les conditions favorables à la lente émergence de la *Britishness* (Wellings 2002: 96-97). Parmi ces conditions était la mise en place d'un système de gouvernement indirect concédant à certains sujets de l'Empire une ressemblance avec les Anglais et la niant à d'autres.⁶

C'est dans le contexte de la projection impériale de la force britannique que la transition à une politique étrangère spécifiquement *nationale* se produisit :

At the end of the seventeenth century, British sovereignty lay no longer with the king but with Parliament. Britain's new attitude towards Europe was based on the decoupling of foreign policy from dynastic interests, brought about by Parliament's right – gained in the 1701 Act of Settlement – to limit, co-articulate, and even determine British foreign policy. After these constitutional changes, British foreign policy was no longer conducted exclusively on the basis of dynastic interests as formulated in *Kabinettpolitik*, but increasingly on the basis of the 'national' interest' as formulated by the propertied class in Parliament (Teschke 2003: 256-257).

Le capitalisme anglais imposa lentement ses pressions géopolitiques sur les États absolutistes du continent (Comninel 2000: 472). Il a coexisté avec des États pré-capitalistes, et a poussé ceux-ci à adapter leurs capacités d'accumulation géopolitique de manière à faire face aux pressions compétitives anglaises. Les discours nationaux et impériaux se sont mutuellement renforcés dans ce mouvement. Le capitalisme anglais a graduellement formé un ordre social

⁵ Les spécificités des trajectoires socio-historiques étaient antérieures au 16^{ème} siècle. Dès la Conquête Normande de l'Angleterre, l'État, ne subit pas le même processus de parcellisation de la souveraineté que les Royaumes sur le continent. Le développement d'abord de la Common Law, mais aussi de l'Anglicanisme, imprégna le développement de l'État anglais d'une trajectoire spécifique (Brenner 1995; Comninel 2000; Lachmann 2000).

⁶ L'impérialisme se déclina en une série de stratégies d'inclusion et d'exclusion sociale où des pratiques nationales se forgèrent au fil de pratiques nationalistes visant à mettre en relief des différences et à nier des ressemblances (Harrison 2003). Pensons au sort très différent que les administrations britanniques réservèrent aux Acadiens, dispersés par les armes sur les côtes des colonies américaines ; aux Canadiens français, dont Lord Durham recommanda l'assimilation ; et aux Boers, dont un nombre important mourut dans des camps. Ces stratégies influencèrent en retour des pratiques nationalistes qui découlaient d'un horizon herméneutique très différent. Ces stratégies cependant n'étaient jamais étrangères à la façon dont les classes dominantes traitaient les classes ouvrières au sein même des métropoles impériales. Les catégories d'exclusion transcendaient la division entre le domestique et le colonial (Wellings 2002: 105; voir aussi Thorne 1997). Autant la classe ouvrière anglaise que les Irlandais furent perçus à travers le prisme de la race. Le discours savant sur l'économie politique rationalisa la colonisation de l'Irlande en faisant état des différences en termes de valeur productive entre Anglais et Irlandais (Allen 1994-1997 ; Ellis 1998). Certains médecins allemands, qui développèrent les théories eugéniques dans le contexte de l'exécution des Herero en Tanzanie, occupèrent par la suite des positions importantes en Allemagne.

et international où les stratégies de reproduction du pouvoir social ont adopté des formes publiques et privées.

Après la chute de Napoléon en 1815 et la fin de l'embargo qui avait été mis en place par la France révolutionnaire, l'internationalisation du régime de propriété anglais exerça une pression géopolitique sur les formations sociales absolutistes de l'Europe continentale, les poussant à adopter de nouvelles relations de propriété (Comninel 2000b : 472). Toutefois, puisque ces pressions s'exerçaient dans le cadre de la territorialité absolutiste européenne et puisqu'elles avaient tendance à abstraire les sphères publiques nationales des relations sociales privées, elles ont joué, et jouent encore, un rôle central dans la dissémination d'une compétition *internationale* (voir Teschke 2003 ; Lacher 2003, 2006).

À la fin du 19^{ème} siècle, le nouveau régime de relations sociales désintégraient lentement et inégalement les derniers piliers du pouvoir extra-économique de la noblesse agraire. Parallèlement, l'État devint un vecteur de l'intégration sociale et nationale. Alors que les titres de noblesse se monnayaient, l'*habitus* culturel à travers lequel la reproduction du pouvoir de la noblesse était enchâssée se perpétua dans les codes de distinction de la *noblesse*, en France en particulier. Bien que le processus de centralisation de l'État français relevât d'une dynamique antérieure aux pressions géopolitiques exercées par le capitalisme anglais, il développa une trajectoire nationale influencée par sa position vis-à-vis de l'Angleterre. Comme les duellistes de la nouvelle de Joseph Conrad, ces États rivaux développèrent des représentations nationales arrimées à la négation de leurs ressemblances et à la mise en relief de leurs différences.

Dans le contexte français, la catégorie « nation », comprise comme une « profonde camaraderie horizontale » (Anderson 1991: 7) fut rendue possible par l'écroulement des représentations féodales des *trois ordres*. De la Fronde à la Révolution, les institutions étatiques furent caractérisées par une compétition à l'intérieur de la classe dominante ayant pour finalité l'accès aux officines de taxation. Au sein de cet état 'balzaquien', un nombre grandissant de bourgeois s'accaparaient des sinécures et remettaient en question les codes de distinction de la noblesse. L'idéologie des *trois ordres* fut érodée par la diminution du

pouvoir du clergé et par le fait que la moralité de la noblesse de robe était remise en question par la bourgeoisie. Les Huguenots, pour leur part, avait pris le relais d'une tradition qui tournait en dérision la réputation du clergé catholique (voir Geary 2002: 20-21). Dans cette conjoncture, la catégorie de *nation* devint centrale dans le discours politique des Nationaux. En effet, les membres du tiers état n'attendirent pas des deux autres ordres la reconnaissance en tant qu'égaux et se constituèrent en Assemblée Nationale (Comninel 2000b: 477). L'idée de nation comme unité indivisible était centrale aux conceptions politiques des révolutionnaires français. Ceci avait comme corollaire que les privilèges défendus par les Huguenots et la noblesse devaient être abolis. Dans cette lutte pour le partage de l'effort de participation à la reproduction de l'État absolutiste, l'idée de nation fut mobilisée par les Nationaux contre les privilèges de la noblesse. En se positionnant comme porte-étendard de la nation, ils cherchèrent à réaliser des buts politiques spécifiques et à surmonter les contradictions sociales qui sous-tendaient l'État absolutiste. Comninel résume ce qui distingue cette trajectoire de celle de l'Angleterre :

If the reconfiguration of the English state as a result of capitalism involved a growing subordination of specifically royal prerogative to representatives of the propertied class, the liberalism of the French bourgeoisie was instead characterized by direct opposition to the political privileges of the aristocracy. (...) Radical Jacobin demands for a representative republic, public education and effective national administration, meanwhile, were directly traceable to pre-capitalist interests of the lesser bourgeoisie in securing meritocratic access to the growing public sector – law and state office being the most characteristic bourgeois careers. (Comninel 2000b: 479)

Comme forme de projection internationale, les guerres d'invasion napoléoniennes, loin de refléter le nouveau dynamisme des relations sociales capitalistes, traduisaient plutôt une crise de reproduction d'un État 'absolutiste' qui devait se rabattre sur le pillage afin de financer son industrialisation (Wood 2003: 121-122). Dans la foulée de la Révolution française et de la Restauration, l'expansionnisme français et l'occupation des États germaniques ont transformé les relations sociales de propriété de ces derniers: réforme et centralisation administrative des États, abolition partielle du système des guildes et extension des droits civils aux Juifs (Clapham 1955). Le développement du nationalisme allemand, avec son insistance sur la résistance culturelle et sa volonté de se prémunir contre le modernisme à la française, ne peut pas être compris en-dehors de ce contexte (Geary 2002: 24 ; Herf 1984 ; Vick 2002). Une partie des libéraux allemands furent entraînés par la vague d'antisémitisme qui suivit l'extension napoléonienne des droits civils aux Juifs. Fichte, par exemple, affirma: «Pour donner des droits civiques aux Juifs, je ne vois pas d'autres moyens que de leur couper

tous la tête, et la leur remplacer par des têtes où il n'y aurait plus aucune idée juive. Afin de se protéger contre eux, encore, je ne vois pas d'autres moyens que de conquérir leur Terre Promise pour eux de façon à les y envoyer » (Fichte cité dans Adorno 1994: 196).

Le développement du nationalisme allemand fut influencé par des relations de compétition entre : la France et ses voisins ; la tête de l'État, la noblesse agraire et la classe industrielle ; les propriétaires fonciers et les paysans ; et entre les États germaniques. Les Princes germaniques appuyèrent le nationalisme de façon mitigée. Ils comprirent, surtout après 1848, que la camaraderie *völkisch* menaçait la base de leur pouvoir social. L'État et les Junkers étaient en compétition directe pour l'appropriation des surplus de la paysannerie. Le pouvoir social des Junkers dépendait de la reproduction d'une autorité politique décentralisée leur permettant de consolider leur pouvoir vis-à-vis des uns et des autres, et vis-à-vis de l'État. Pour cette raison, ils cherchaient à parasiter l'unification des États germaniques qui aurait diminué leur pouvoir de taxation au profit d'une autorité centrale. L'État, pour sa part, cherchait à se gagner la faveur des paysans en accroissant leur pouvoir au détriment de celui des Junkers (Mooers 1991: 127). Au sein des villes libres, les artisans de la classe moyenne et les guildes s'opposèrent également à la centralisation étatique. Plusieurs soutenaient que les guildes étaient des communautés morales restreignant la compétition et que leur indépendance devait être maintenue.

Paradoxalement, un appui à la centralisation étatique vint de l'extérieur. Les Britanniques cherchaient à créer un État fort à l'est de la France en mesure d'exercer une pression géopolitique sur celle-ci (Geary 2002: 24). L'expansionnisme français joua quant à lui un rôle central sur le repli culturel du nationalisme allemand. Les guerres d'invasion napoléoniennes menèrent Freiherr von Stein et Frederick Wilhelm III à implanter l'éducation publique élémentaire de façon à ce que les Allemands puissent conserver leur autonomie culturelle malgré la présence française (Geary 2002: 23). Il en résultat un taux d'analphabétisme beaucoup plus faible que dans le reste de l'Europe de l'Ouest (Craig 1978: 159). L'éducation toutefois ne garantissait pas l'ascension sociale. C'est ce qu'une génération d'étudiants exposés aux Lumières allemandes apprit à ses dépens au début du

19ème siècle. Pour ce segment de la classe moyenne, qui avait acquis un sens de la distinction sans goûter aux fruits de ses retombées économiques, il y avait peu de raison de louer les avancées de la raison et du progrès (Craig 1978: 31; Greenfeld 1993: 293-302). De plus, les divisions du système d'éducation entre le *Gymnasium*, le *Realgymnasium*, et le *Oberrealschule* favorisaient la reproduction des classes sociales, plutôt que la mobilité sociale (Ringer 1990: 21). Ces divisions renforçaient le sentiment des intellectuels d'être investis de la mission de préserver la *Kultur* allemande, contre la *civilisation française* et le pragmatisme anglais (Ringer 1990: 85-90).

La tentative d'unifier les états allemands par la voie constitutionnelle fut défaite en 1848. La classe moyenne allemande prit part à une lutte contre l'éducation populaire après 1848 et s'opposa à l'extension du droit de vote (Ringer 1990: 28). La reproduction du pouvoir social et du capital symbolique de ces fonctionnaires était intimement liée à leur accès monopolistique à l'éducation supérieure (Nathans 2004: 39). Certains voyaient dans l'éducation populaire une menace « contre l'ordre naturel au sein du royaume de l'intellect » (Craig 1978: 188; Nathans 2004: 84). La crainte de la Révolution stimula grandement le déploiement de discours socialement réactionnaires qui allaient se retrouver au cœur de la production du nationalisme allemand : le darwinisme social, la criminologie biologique et la géopolitique (Burleigh et Wipperman 1998: 32-33; Craig 1978: 187).

En 1871, la centralisation et l'unification des États germaniques furent imposées par en haut. Le Chancelier du Reich von Bismarck prit la tête d'un État dont la nouvelle constitution unifiait formellement quatre royaumes, six grands duchés, cinq duchés, sept principautés, trois cités libres et un *Reichsland* (Alsace-Lorraine). Les territoires annexés par la Prusse furent soumis à une politique de prussianisation. Avant l'unification, il manquait à la Confédération un système de taxation efficace. Avec la moitié de la population des États germaniques, la Prusse était démographiquement et économiquement un poids lourd par rapport aux autres territoires. Cependant, l'Empire allemand, comme son prédécesseur, le Saint Empire Romain Germanique, ne disposait pas d'un pouvoir de taxation directe et la taxation foncière restait la prérogative des juridictions inférieures. L'unification remédia en

partie à cette situation. Elle ne créa pas une harmonie nationale cependant. Comme le rappelle Heilbronner,

The hatred between the Catholics and Protestants in certain parts of Germany was greater than that of Jews, and in certain spheres discrimination against women was also greater than that toward Jews. At the beginning of the twentieth century there were still some who called socialist workers 'forces of destruction' (*Umsturzpartei*), which had to be fought to the end as the greatest enemies of the German social order. Moreover, the hatred of the southern Germans for the Prussians, of the bourgeoisie for the lower classes and vice versa, of the inhabitants of the Rhineland for those of East Prussia, of the conservative parties for the socialists, and the deep hatred directed toward the Polish, Danish and French minorities, together with hatred of Jews – all this was characteristic of the 'restless Reich' from the time it was founded to the beginning of the twentieth century (2000: 565).

Ces dynamiques de compétition régionales, religieuses et sociales survécurent à l'unification de l'Allemagne (voir aussi King 2002). Bismarck parvint au pouvoir en Prusse en 1862. Dans l'esprit de la tradition des *Junkers*, il était anti-parlementaire, protestant et fermement opposé à l'organisation des travailleurs. Aux expéditions coloniales maritimes, il favorisait l'expansion continentale vers l'est. Il considérait les catholiques et les socialistes comme des ennemis du Reich (Craig 1978: 69-77, 1983: 89; Evans 2001: 26; Nathans 2004; Craig 1983: 93; Evans 2001: 30). Dans un commentaire sur le développement du capitalisme à l'est de la Prusse, Weber formula une position symptomatique de la difficulté de plusieurs de ses contemporains à marier leurs convictions libérales à une critique de la compétition capitaliste:

We can not allow two nationalities (*Nationalitäten*) to compete totally freely in the same territory if they have different body constitution, - and speaking absolutely concretely – if their stomachs are constructed differently. Our workers can not compete with Polish workers. The needs of our workers would have to sink a whole level of culture lower. Similarly, our agricultural enterprise is not competitive because it would have to slide down an entire level of culture in order to compete with agricultural enterprise of Russia, Argentina, and America. In national economies disorganised by capitalism, situations occur when the higher culture is not superior, but weaker in the fight for existence with a lower culture (Weber 1893/1988: 457).

La francophobie, l'anti-utilitarisme (dirigé contre les anglais), l'anti-cosmopolitanisme et l'antisémitisme se fusionnèrent en un nationalisme *völkisch* pan-Germanique sous Bismarck et le Kaiser Wilhelm I. C'est ce sens commun qui irradiait des écrits historiques de Heinrich Treitschke. Dans *Histoire de Allemagne*, les « vrais » allemands « enracinés » étaient distingués des faux et des artificiels, les allusions au sang noble, à la lutte raciale et à la guerre perpétuelle entre les nations tapissaient la rhétorique historique (Mosse 1998: 43; Burleigh et Wippermann 1998: 27). À travers le prisme du nationalisme *völkisch* qui se

développa durant le 19^{ème} siècle, le *Volk* en vint à être compris comme une entité métaphysique qui se devait d'être défendue contre la corruption, l'inauthenticité et le matérialisme du présent. Il était la promesse d'une camaraderie plus authentique inspirée des valeurs spirituelles du passé. Le nationalisme *Völkisch*, une matrice d'invention de traditions qui trouvait son apogée chez Wagner, séduisait les paysans parce que l'univers symbolique qu'il mettait en scène reconnaissait leur bataille héroïque contre les légions romaines (Mosse 1998: 12). Par-dessus tout, il devait son succès à sa capacité à colmater les brèches de la société allemande. Au sommet de la période d'industrialisation (1850-1918), les historiens, les géopoliticiens, les économistes, les philologues, le corps médical et, bien sûr, la droite politique participèrent tous à la diffusion et à la production symbolique du *Volk* allemand. Même au sein du SPD allemand, l'aile nationaliste était tellement forte qu'elle parvint à forcer le parti à appuyer l'effort de guerre en 1914. Et le nationalisme allemand n'en était encore qu'à ses débuts.

La diffusion de la forme nationale

Durant l'*Âge des Empires*, le nationalisme devint un médium d'intégration sociale se modulant au colonialisme, au racisme, au paternalisme, au militarisme et au libéralisme en différents contextes. Dans l'univers politique du 19^{ème} siècle européen, l'éthique libérale universaliste fut territorialisée et nationalisée. Durant la décennie qui précédait la Première Guerre mondiale, elle épousa un chauvinisme acclamant la militarisation des sociétés européennes. Dans chaque État, l'amalgame du nationalisme et du libéralisme a nourri des contradictions qui se sont exprimées différemment. Le nationalisme a territorialisé l'éthique universelle du libéralisme. Symétriquement, le libéralisme a renforcé une représentation de la nation comme communauté imaginée d'égaux devant la loi abstraite des contradictions sociales spécifiques aux relations de propriété capitalistes. Jumeaux de la modernité, le nationalisme et le libéralisme ont fourni une représentation idéalisée de la communauté, exempte de contradictions sociales, en établissant clairement la ligne de partage des eaux entre ceux qui appartiennent à la nation, voire au domaine du droit, et ceux qui n'y appartiennent pas.⁷

⁷ Contrairement à une croyance romancée, le nationalisme « civique » n'est pas vacciné contre la xénophobie. Le modèle républicain du *We the people* américain allait de pair avec l'institutionnalisation de la ségrégation raciale jusque dans l'après 1945; et la France postcoloniale est assise sur une crise sociale qui n'en est peut-être qu'à ses commencements.

Les nationalismes allemand, anglais et français furent forgés à travers des contradictions sociales exprimant des représentations contestées et mouvantes de la nation ou du *Volk*. Ces grammaires nationalistes s'influencèrent systématiquement à travers de multiples zones de médiation internationales. En outre, les mesures institutionnelles prises par les États absolutistes européens pour rattraper la productivité de l'Empire anglais contribuèrent au façonnement de leur trajectoire nationaliste en les forçant à trouver des formes institutionnelles leur permettant de rester dans la course. Conséquemment, les contradictions sociales domestiques engendrées par le développement inégal des États européens débouchèrent sur un dégradé d'ajustements domestiques exprimés dans des grammaires nationalistes où les agents sociaux de l'ensemble de la vacillante Europe étaient aspirés dans un tourbillon de luttes pour la reconnaissance. Symétriquement, la France, l'Angleterre et les Pays-Bas exportèrent à travers leur politique étrangère des modèles nationaux qui se combinèrent aux développements endogènes du Japon des Meiji à la Turquie d'Ataturk en passant par le Nouveau-Monde et l'Inde Victorienne. En dépit du fait que les colonies s'émancipèrent politiquement des métropoles, elles demeurèrent captives des formes nationales et des catégories ethniques forgées par les occupants (pour un des cas les plus dramatiques, voir Mamdani 2001).

Alors que se développait en Europe une sphère publique bourgeoise qui n'était pas nécessairement capitaliste, le capitalisme anglais entraînait une séparation marquée de l'économique et du politique qui allait être le terroir d'un nationalisme d'égaux devant la loi. Emportées par le torrent géopolitique causé par le développement du capitalisme anglais, ces sphères publiques imaginèrent leur nation en l'ancrant dans la forme territoriale de l'Europe absolutiste.

Conclusion

Dans ce texte, j'ai tenté de formuler les bases d'une sociologie historique internationale du nationalisme. J'ai d'abord souligné que le développement du capitalisme joua un rôle beaucoup plus important qu'il n'est habituellement reconnu dans le développement du

nationalisme. Ce qui laisse planer un doute sur sa disparition au moment de la soi-disant ère globale. Ce développement a fertilisé le terrain pour la production de communautés imaginées *nationales* de propriétaires mâles et pour le mouvement d'une politique étrangère dynastique et mercantiliste à une politique étrangère revendiquant le bien commun de la nation. Concernant les théories du nationalisme, j'ai soutenu deux choses. En partant de l'argument de Brubaker, selon lequel les nations sont des catégories de la pratique sociale, j'ai cherché à capturer l'émergence de leur mobilisation moderne. Concernant le rôle de l'international dans le développement du nationalisme, j'ai soutenu, à la suite de Nairn, que le développement inégal du capitalisme joua un rôle central dans l'émergence du nationalisme. L'expansionnisme dans ses formes pré-capitalistes pouvait mener à des formes de scissions politiques arrimées à la logique des relations de souveraineté féodale, dynastique ou coloniale, au sens romain par exemple, mais ne tendait pas à déboucher sur une dynamique nationaliste avant l'émergence d'un État capitaliste au sein de l'ordre international. En somme, cet argument présente un nouveau champ de recherche sur l'étude de l'ensemble des pratiques sociales à travers lesquelles le nationalisme, dans ses variantes libérales, comme culturelles, sert de médiation aux relations sociales de propriété contemporaines.

Références

- Adorno, T. W. (1994) *The Stars Down to Earth*. New York: Routledge.
- Allen, T. W. (1994-1997) *The Invention of the White Race*. Londres: Verso.
- Anderson, B. (1991) *Imagined Communities*. New York: Verso.
- Anderson, P. (1992) 'Max Weber and Ernest Gellner. Science, Politics, Enchantment', *A Zone of Engagement*. Londres: Verso, pp. 182-206.
- Arrighi, G. (1994) *The Long Twentieth Century*. Londres: Verso.
- Aston, T.H. et C.H.E. Philpin (eds) (1995) *The Brenner Debate*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Bartelson, J. (1995) *A Genealogy of Sovereignty*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Bartlett, R. (1993) *The Making of Europe*. Princeton: Princeton University Press.
- Bendix, R. (1978) *Kings or People*. Berkeley: University of California Press.

- Blaut, J.M. (1993) *The Colonizer's Model of the World*. New York: Guilford.
- Bogdan, H. (2005) *Histoire des Habsbourg*. Paris: Éditions Perrin.
- Bourdieu, P. (1980) 'L'identité et la représentation. Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région', *Actes de la recherche en sciences sociales*, 35: 63-72.
- Braudel, F. 1979, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. XVe-XVIIIe siècle*. 3 volumes, Paris: Librairie Armand Colin.
- Brenner, R. (2006) 'From Theory to History: "The European Dynamic" of from Feudalism to Capitalism?', in J. A. Hall et R. Schroeder (eds) *An Anatomy of Power. The Social Theory of Michael Mann*, pp. 289-232. Cambridge: Cambridge University Press.
- (2003) *Merchants and Revolution*. New York: Verso.
 - (1995), 'The Agrarian Roots of European Capitalism', in T.H. Aston et C.H.E. Philpin (eds) *The Brenner Debate. Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe*, pp. 213-327. Cambridge: Cambridge University Press.
 - (1991) 'Economic Backwardness in Eastern Europe in Light of Developments in the West', in Daniel Chirot (ed.) *The Origins of Backwardness in Eastern Europe*, pp. 15-52. Berkeley: University of California Press.
 - (1977) 'The Origins of Capitalist Development: a Critique of Neo-Smithian Marxism', *New Left Review* 104: 25-92.
- Breuilly, J. (1994) *Nationalism and the State*. 2ème édition. Chicago: University of Chicago Press.
- Brubaker, R. (2002) 'Ethnicity Without Group', *Archives européennes de sociologie* XLII (2): 163-189.
- (1996) *Nationalism Reframed*. Cambridge: Cambridge University Press.
 - (1992) *Citizenship and Nationhood in France and Germany*. Cambridge: Harvard University Press.
 - et al, (2004) 'Ethnicity as Cognition', *Theory and Society* 33: 31-64.
 - et Frederick Cooper (2000) 'Beyond Identity', *Theory and Society* 29 (1): 1-47.
- Burleigh, M. et W. Wippermann. (1998) *The Racial State Germany 1933-1945*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Buzan, B. et R. Little (1996), 'Reconceptualizing Anarchy: Structural Realism Meets World History', *European Journal of International Relations*, 2 (4): 403-438.

- Carr, E.H., 1945, *Nationalism and After*, Londres, Macmillan.
- Clapham, J.H. (1955) *Economic Development of France and Germany 1815-1914*.
Cambridge: Cambridge University Press.
- Comninel, G. C. (2000a) 'English Feudalism and the Origins of Capitalism', *The Journal of Peasant Studies* 27 (4): 1-53.
- (2000b) 'Marx's Context', *History of Political Thought* 21(3): 467-483.
 - (1990) *Rethinking the French Revolution*. New York: Verso.
- Craig, G. A. (1983) *The Germans*. New York: New American Library.
- (1978) *Germany 1866-1945*. Oxford: Oxford University Press.
- Duby, G. (1996) *Féodalité*. Paris: Éditions Gallimard.
- Dufour, F.G. (2001), *Patriotisme constitutionnel et nationalisme. Autour de Jürgen Habermas*, Montréal, Éditions Liber.
- Edwards, J. (2005) *Ferdinand and Isabella*, Edinburgh: Pearson Education Limited.
- Ellis, S. G. (1998) *Ireland in the Age of the Tudors, 1447-1603: English Expansion and the End of Gaelic Rule*. New York: Longman
- Evans, R. J. (2001) 'Social Outsiders in German History: From the Sixteenth Century to 1933', R. Gellately et N. Stoltzfus (eds) *Social Outsiders in Nazi Germany*.
Princeton: Oxford University Press.
- Febvre, L. (1996) *Honneur et Patrie*. Paris: Perrin.
- Fredrickson, G. M. (2002) *Racism*. Princeton: Princeton University Press.
- Geary, P. (2002) *The Myth of Nations*. Princeton: Princeton University Press.
- Gellner, E. (1997) *Nationalism*. New York: New York University Press.
- (1996), 'Return of a Native', *The Political Quarterly* 67: 4-13.
 - (1983), *Nations and Nationalism*. Oxford: Blackwell.
 - (1964), *Thoughts and Changes*. Chicago: Chicago University Press.
- Geertz, C. (1973) *The Interpretation of Culture*. New York: Basic Books.
- Gilpin, R. (1981) *War and Change in World Politics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Greenfeld, L. (1993) *Nationalism. Five Roads to Modernity*. Cambridge: Harvard University Press.
- Hall, J. A. (ed) (1998) *The State of the Nation. Ernest Gellner and the Theory of Nationalism*. Cambridge: Cambridge University Press.

- Hall, R. B. (1999) *National Collective Identity. Social Constructs of International Systems*. New York: Columbia University Press.
- Hall, S. (1997) *Representation: Cultural Representations and Signifying Practices*. Londres: Sage.
- Harrison, S. (2003) "Cultural Difference as Denied Ressemblance: Reconsidering Nationalism and Ethnicity", *Comparative Study of Society and History*, 343-361.
- Heilbrunner, O. (2000) 'From Antisemitic Peripheries to Antisemitic Centres: the Place of Antisemitism in Modern German History', *Journal of Contemporary History* 35 (4): 559-576.
- Herf, J. (1984) *Reactionary Modernism*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Hobden, S. (1998) *International Relations and Historical Sociology*. New York: Routledge.
- Hobden, S. et J. M. Hobson (eds) (2002) *Historical Sociology of International Relations*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Hobsbawm, E. J. (1999) *Nations and Nationalism Since 1780. Programme, Myth, Reality*. Cambridge: Cambridge University Press.
- et T. Ranger (1992) *The Invention of Tradition*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Hroch, M. (1985) *Social Preconditions of National Revival in Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.
- King, J. (2002) *Budweisers into Czechs and Germans: A Local History of Bohemian Politics, 1848-1948*. Princeton, Princeton University Press.
- Krasner, S. D. (1993) 'Westphalia and all that,' *Ideas and Foreign Policy*, ed. J. Goldstein, R. Keohane. New York: Cornell University Press, pp. 235-64.
- Lacher, H. (2006) *Beyond Globalization*, New York: Routledge.
- (2005) 'International Transformation and the Persistence of Territoriality: Towards a New Political Geography of Capitalism', *Review of International Political Economy*, 12 (1): 26-52.
- (2003) 'Putting the State in its Place: The Critique of State-Centrism and its Limits', *Review of International Studies*, 29 (4): 521-541.
- Lachmann, R. (2000) *Capitalists in Spite of Themselves*. Oxford: Oxford University Press.
- Le Goff, J. (1982) *La Civilisation de l'Occident Médiéval*. Paris: Flammarion.

- Lustick, I. (1993) *Unsettled States, Disputed Lands: Britain and Ireland, France and Algeria, Israel and the West Bank-Gaza*. Ithaca: Cornell University Press.
- Mamdani, M. (2001) *When Victims Become Killers*. Princeton: Princeton University Press.
- Mann, M. (1999) 'The Dark Side of Democracy: the Modern Tradition of Ethnic and Political Cleansing', *New Left Review*, 1/235: 18-45.
- Mayall, J. (1990) *Nationalism and International Society*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Morgenthau, H. J. (1973) *Politics Among Nations. The Struggle for Power and Peace. 5ème Édition*. New York: Alfred A. Knopf.
- Moore, R. I. (2000) *The Formation of Persecuting Society*. Malden: Blackwell.
- Murray, S. (ed) (1997) *Not on Any Map*. Exeter: University of Exeter Press.
- Nairn, T. (1997) *Faces of Nationalism. Janus Revisited*. New York: Verso
- Nathans, E. (2004) *The Politics of Citizenship in Germany. Ethnicity, Utility and Nationalism*. Oxford: Berg.
- O'Leary, B. (1998) 'Ernest Gellner's Diagnoses of Nationalism: a Critical Overview, or, what is Living and what is Dead in Ernest Gellner's Philosophy of Nationalism?', in J. A. Hall (ed) (1998) *The State of the Nation. Ernest Gellner and the Theory of Nationalism*, pp. 40-88. Cambridge: Cambridge University Press.
- Osiander, A. (2001) 'Sovereignty, International Relations, and the Myth of Westphalia', *International Organization* 55 (2): 252-287.
- Roshwald, A. (2006) *The Endurance of Nationalism*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Ross Fowler, M. et J.M. Bunck (1995) *Law, Power, and the Sovereign State*. University Park: Pennsylvania State University Press.
- Ringer, F. K. (1990) *The Decline of the German Mandarins*. Londres: University Press of New England.
- Rosenberg, J. (2006) 'Why There is No International Sociology?', *European Journal of International Relations*, 12 (3): 307-340.
- (2005) 'A Post-Mortem to Globalization Theory', *International Politics*, 42 (1): 2-74.
 - (1996) 'Isaac Deutscher and the Lost History of International Relations', *New Left Review*, 1/215: 3-15.
 - (1994) *The Empire of Civil Society*. New York: Verso.

- Spruyt, H. (1994) *The Sovereign State and its Competitors*. Princeton: Princeton University Press.
- Teschke, B. (2006a) 'Debating "The Myth of 1648": State Formation, the Interstate System and the Emergence of Capitalism in Europe - A Rejoinder', *International Politics*, 43: 531-573.
- (2006b) 'Geopolitics', *Historical Materialism*, 14(1): 327-335.
 - (2005) 'Bourgeois Revolution, State Formation and the Absence of the International', *Historical Materialism*, 13 (2): 3-26.
 - (2003) *The Myth of 1648*. New York: Verso.
 - (2002) 'Theorizing the Westphalian System of States: International Relations from Absolutism to Capitalism', *European Journal of International Relations*, 8 (1): 5-48.
 - (1998) 'Geopolitical Relations in the European Middle Ages', *International Organization*, 52: 325-358.
- Tilly, C. (1992), *Coercion, Capital, and the Making of the European States, A.D. 990-1990*. Cambridge: Blackwell.
- Thorne, S. (1997), "'The Conversion of Englishmen and the Conversion of the World Inseparable": Missionary Imperialism and the Language of Class in Early Industrial Britain', in F. Cooper et A.L. Stoler (eds) *Tensions of Empire*. pp. 238-262. Berkeley: University of California Press.
- Vick, B. (2002), *The 1848 Frankfurt Parliamentarians and National Identity*, Cambridge: Harvard University Press.
- Wallerstein, I. (1974), *The Modern World System, 3 vols*, New York: Academic Press.
- Weber, M. (1988), 'Die Ländliche Arbeitsverfassung', in *Gesammelte Aufsätze zur Sozial und Wirtschaftsgeschichte, 2. Aufl*, Tübingen: J.C.B. Mohr.
- 1978, *Economy and Society. Volume 1*, Berkeley, California University Press.
- Wellings, B. (2002) 'Empire-Nation: National and Imperial Discourses in England', *Nations and Nationalism* 8 (1): 95-109.
- Wolf, E. R. (1997) *Europe and the People Without History*. Los Angeles: University of California Press.
- Wood, E. M. (2002) *The Origins of Capitalism. A Longer View*. New York: Verso.
- (1991) *The Pristine Culture of Capitalism*. New York: Verso.

- (1985) 'The State and Popular Sovereignty in French Political Thought: A Genealogy of Rousseau's "General Will"', in F. Krantz (ed) *History from Below. Studies in Popular Protest and Popular Ideology in Honour of George Rudé*, pp. 117-139. Montréal: Concordia University.